

# Requête en changement de sexe et de prénoms à l'état civil

À l'attention de Mesdames et Messieurs les Présidents et Juges  
de la Chambre du Conseil du Tribunal de Grande Instance de [Nom de la ville]  
[Adresse]

## **Identité du requérant et motif de la requête :**

Madame [Nom de famille et anciens prénoms], dit Monsieur [Nom de famille et nouveaux prénoms], né de sexe féminin le [Date] à [Lieu], de nationalité française, étudiant, célibataire et sans enfants, domicilié à [Adresse] en colocation avec sa sœur [Nom de ma sœur], demande la modification de la mention sexe ainsi que de ses deuxième et troisième prénoms à l'état civil.

## **Le requérant a l'honneur de vous présenter les faits suivants :**

[Nom] se présente et vit ouvertement en tant qu'homme au quotidien depuis février 2019, date à laquelle il a annoncé à sa mère ainsi qu'à sa sœur, auprès desquelles il résidait, sa volonté d'être à l'avenir pleinement considéré comme tel. Bien que sa sphère amicale ait progressivement été informée de cette décision au cours des mois précédents, c'est officiellement à compter de cette annonce que l'ensemble de leur entourage a été informé, de la famille proche à celle plus éloignée, en passant par les amis de leur cercle étendu.

Son rapport aux autres s'est longtemps trouvé altéré par la divergence entre la perception qu'il avait de lui-même et son identité administrative. Parce qu'il ne se conformait pas aux attentes de socialisation de ses pairs allant en contradiction avec son identité de genre, [Nom] s'est notamment trouvé victime de harcèlement durant la fin de sa scolarité à l'école primaire ainsi que durant l'ensemble de ses années de collège. Cette situation ayant alimenté une phobie scolaire et une phobie sociale sévères ainsi qu'une forme d'anxiété généralisée, il a suivi des cours par correspondance par le biais du CNED durant les années suivantes.

À ses dix-sept ans, lorsqu'il a découvert qu'il était possible de vivre administrativement en tant qu'homme, il a commencé à nourrir une réflexion consciencieuse avant d'entreprendre ses premières démarches. C'est à compter de la fin d'année scolaire 2018 qu'il a progressivement abordé le sujet auprès de certains de ses amis et à se présenter en tant qu'homme dans des contextes privés, sans toutefois généraliser cette présentation à l'ensemble de ses interlocuteurs.

De mars 2019 à mai 2019, [Nom] a consulté à plusieurs reprises le Dr [Nom], psychiatre exerçant à [Ville], qui a pu établir une attestation certifiant qu'il ne présentait aucun trouble psychologique susceptible d'entraîner une perception au masculin. Il a par la suite pu rencontrer le Dr [Nom], endocrinologue à [Ville], qui lui a délivré l'ordonnance lui permettant de commencer une hormonothérapie virilisante qu'il poursuit depuis le 25 octobre 2019.

La phobie sociale, la phobie scolaire ainsi que l'anxiété généralisée dont il souffre depuis l'adolescence se sont adoucies au fil des mois. Selon l'avis général, [Nom] paraît, depuis le commencement de sa transition – médicale comme sociale – moins timide, moins distant, plus assuré, plus expressif, plus prompt à participer à des conversations.

En juin 2020, [Nom] a dû faire face au décès soudain de sa mère chez laquelle il résidait et qui se trouvait être son seul parent. Devant se confronter à de multiples administrations et présenter

ses papiers d'identité à répétition afin de régulariser la situation, il s'est pleinement retrouvé confronté à la fracture entre son sexe administratif et son sexe social et aux conséquences négatives que cela pouvait entraîner. Il a ainsi pris la décision d'entreprendre les démarches pour être administrativement considéré comme un homme ; et bien qu'il désire conserver son premier prénom, mixte, qui est essentiellement porté par des garçons et qui ne lui cause aucun préjudice, il souhaite également faire changer ses deuxième et troisième prénoms afin de pouvoir porter une dénomination en accord avec son identité sociale.

### Pièces communiquées :

À ce jour, [Nom] se présente publiquement comme étant un individu de sexe masculin et est connu sous cette identité par sa famille, ses amis, ses proches, ainsi que leur entourage élargi, qui s'efforcent progressivement de rectifier la perception qu'ils ont de lui et les pronoms en conséquence.

Comme en atteste sa sœur [Nom de ma sœur] résidant en colocation avec lui et qui « [l']accompagne dans de nombreuses tâches du quotidien dans le cadre de sa phobie sociale », « [son] frère se présente en tant qu'homme aux yeux de la société ainsi que de [leur] entourage ». Elle assure « qu'à la fois son changement de prénoms et son changement d'état civil ne pourraient être que bénéfiques dans son développement et son bien-être, mais également pour fuir les discriminations auxquelles il peut s'exposer au quotidien et dans le monde de l'emploi dans un avenir proche ». Elle estime que « depuis que [son] frère est davantage perçu comme un homme, [elle voit] une nette amélioration dans son bien-être. »

L'oncle du requérant, [Nom de mon oncle], relate de son côté avoir constaté que depuis son aveu, « [Nom] est métamorphosé », qu'il « reprend confiance en [lui] », et qu'il « est urgent que [Nom] puisse changer d'état civil rapidement afin de fuir les discriminations. »

Sa tante [Nom de ma tante] atteste quant à elle que « depuis que [Nom] a commencé à [...] faire ses démarches administratives [...] il semble plus à l'aise » et qu'il « est soulagé d'être accepté comme il se sent au fond de lui », tout en soulignant qu'il semble « impératif et urgent que son état civil change car sa situation actuelle lui est préjudiciable ».

[Nom d'une de mes cousines], une cousine germaine de [Nom], prétend que l'intéressé « est plus à l'aise et plus ouvert » et que « la situation actuelle est très difficile pour [Nom] à cause des discriminations qu'il pourrait subir tant sur le plan physique qu'administratif et qu'il est impératif que son changement d'état civil (ainsi que les changements de prénoms) ait lieu rapidement. »

Une autre cousine germaine du requérant, [Nom d'une autre cousine], prétend être « en relation constante » avec lui, témoigne qu'il « a pris une décision après avoir longuement et mûrement réfléchi », et avoir « parfaitement connu les étapes de sa vie jusqu'à son choix et sa volonté de changer son état civil pour se prémunir des discriminations toujours blessantes et néfastes dans son quotidien. ». Selon elle, « toute la famille le soutient » et elle dit n'être « absolument pas troublée qu'il change les prénoms et son état civil ».

[Nom de mon grand-oncle] atteste voir « régulièrement [son] neveu [Nom] », que « sa décision de changer son état-cil, tel qu'il l'envisage, [lui] paraît logique pour ne pas devoir subir de discriminations » et atteste le soutenir « dans toutes ses démarches, y compris le changement des prénoms qui suivent le sien, lequel reste le prénom usuel. »

Le grand-père du requérant, [Nom de mon grand-père], énonce que, suite à l'aveu de ce dernier, « [sa femme et lui s'habituèrent] déjà à dire « notre petit-fils » » et que « son choix et sa décision de changer d'état-civil n'est pas une surprise ». Il dit ainsi qu'il « approuve entièrement, sans condition ni réserve, sa démarche pour changer son état civil et les prénoms qui suivent celui, usuel, de [Nom]. »

Si l'on se penche du côté du cercle amical du requérant, [Nom d'un ami] atteste qu'il « [connaît] [Nom] depuis maintenant un peu plus d'un an », qu'il « trouve que [Nom] s'épanouit de mois en mois depuis le début de sa transition. ». Il dit qu'il « lui paraît aujourd'hui indispensable que ses papiers d'identité correspondent à l'homme qu'il est afin de pouvoir poursuivre dans cette dynamique » et atteste que « c'est sans aucune réserve [qu'il soutient] [Nom] dans sa transition et [qu'il] appuie sa demande de modification de la mention sexe à l'état civil. »

[Nom du petit-ami de ma sœur], petit-ami de la sœur du requérant [Nom de ma sœur] qui leur rend régulièrement visite, atteste quant à lui que la sœur du requérant, quand elle lui a parlé de sa famille, a dit « qu'elle vivait avec sa mère et son frère [Nom] », et que « ce n'est que début janvier 2020 qu'[il a] rencontré pour la première fois son frère qui, au sein de sa famille, a toujours été genré au masculin et considéré comme un homme ». Il énonce que « c'est pourquoi [Nom] a toujours été et sera toujours un homme pour [lui]. »

[Nom d'un camarade du forum] atteste connaître « [Nom] depuis le début de l'année 2020 », qu'il « vit sous une identité masculine », « est susceptible d'être victime de discrimination administrative et a donc besoin de changer son état civil et ses prénoms (connotés féminins) », ainsi que « la non-conformité de ses papiers avec son identité sociale lui est préjudiciable. »

[Nom d'un autre camarade du forum], quant à lui, déclare connaître [Nom] « depuis mai 2018 ». Il atteste que le requérant « s'est toujours présenté en tant qu'homme », l'avoir « toujours considéré comme tel » et être « certain aujourd'hui que sa volonté de changer son état civil ainsi que ses deuxième et troisième prénoms est une décision mesurée et longuement mûrie ».

Parmi les preuves apportées au dossier se trouve un mot laissé par [Nom de ma mère] – la mère de [Nom] – à l'attention de ce dernier, dans lequel elle s'adresse à lui en tant que « son fils ».

Est également jointe au dossier la photo d'un tableau comportant la mention « Grand frère » en Anglais, offert par [Nom de ma sœur] au requérant afin de lui assurer son soutien dans ses démarches.

Se trouve de même un mot laissé par le grand-père du requérant, [Nom de mon grand-père], à l'attention de ses petits-enfants, dans lequel il identifie le requérant en tant que « petit-fils ».

En outre, divers organismes s'adressent d'ores et déjà à lui en tant que *Monsieur* [Nom], comme en attestent les mails de [Banque], de [Organisme], [Autre organisme], [Autre organisme], le justificatif de domicile par EDF, ainsi qu'une lettre de [Autre organisme]. [Nom] reçoit également des colis sous cette même identité masculine.

[Nom] souhaite ainsi, en accord avec la loi du 18 novembre 2016 portant sur la modernisation de la Justice du XXIème siècle, faire modifier sur son acte de naissance la mention de sexe ainsi que de ses deuxième et troisième prénoms. Une fois en possession d'une identité administrative en conformité avec son identité sociale, il n'aurait de ce fait plus à se justifier lors de ses démarches administratives ni à prendre le risque de subir des discriminations en raison de son identité de genre.

### **Textes de référence :**

Les articles 1055-5 à 1055-8 du Code de Procédure Civile autorisent [Nom] à effectuer cette demande de modification de la mention sexe ainsi que de ses deuxième et troisième prénoms à l'état civil face au Tribunal de Grande Instance de [Nom], sa ville natale, où il réside toujours à l'heure actuelle. Comme le justifient la copie de son acte de naissance ainsi que son témoignage, il y a discordance entre son sexe social et son sexe administratif. L'article 61-5 issu de la loi n°2016-1547 dite de modernisation de la justice du XXIème siècle – loi jugée conforme à la Constitution par le Conseil Constitutionnel dans sa décision n°2016-739 DC – lui permet, puisqu'il est majeur, mène

une vie en tant qu'homme auprès de son entourage familial comme amical et se présente comme tel, d'obtenir lesdites rectifications et ce conjointement ; car bien que le changement de prénoms seul relève de la compétence des officiers de l'état civil, l'article 61-4 issu de la loi de modernisation de la justice du XXIème siècle admet la possibilité de faire changer les prénoms dans un même temps que la mention sexe. Et comme le stipule l'article 61-6 de la même loi, le requérant a fait état de son consentement libre et éclairé.

À noter que [Nom] n'est pas tenu de justifier le caractère irréversible de son changement d'apparence ni même de subir une opération menant à sa stérilisation. Le Défenseur des droits, garant du respect des droits et libertés des individus face aux administrations de l'État, rappelle dans sa Décision n°2018-122 le caractère facultatif des preuves médicales lors de requêtes en changement de la mention sexe à l'état civil. La Cour européenne des droits de l'Homme a par ailleurs déjà condamné la France pour violation de l'article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales face à son refus pour de telles modifications. Nous noterons à cette occasion que les jugements du 2 juin 2017 du Tribunal de Grande Instance de Saint-Pierre, du 9 octobre 2017 du Tribunal de Grande Instance d'Evry ainsi que du 24 janvier 2018 du Tribunal de Grande Instance de Paris témoignent de l'absence de nécessité d'avoir subi des opérations ou d'avoir à prouver le commencement d'une transition médicale afin d'obtenir un changement d'état civil sans nécessairement. Ce point est rappelé par l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier du 15 mars 2017, qui rajoute également qu'il n'est même pas nécessaire pour le requérant de réunir l'ensemble des propositions citées dans l'article 61-5 issu de la loi n°2016-1547, comme l'avaient annoncé Jean-Jacques URVOAS, ancien Ministre de la Justice, lors de la séance plénière du jeudi 19 mai 2016 en première lecture à l'Assemblée Nationale, ainsi que Pascale CROZON, alors députée, lors de la commission des lois du mercredi 29 juin 2016. Sergio CORONADO, député, lors de la séance plénière du 12 juillet 2016 à l'Assemblée Nationale. La Circulaire du 10 mai 2017, citant le Défenseur des Droits, rappelle également que la décision du Tribunal ne peut se baser sur des stéréotypes de genre ni refuser un changement de mention sexe sur l'état civil en raison de l'apparence du requérant.

Nous ajouterons, comme le stipule l'article 9 du Code Civil, que chacun a droit au respect de sa vie privée ; [Nom] peut ainsi demander la modification de son état civil en tant que l'inadéquation entre son sexe administratif et son sexe social implique la divulgation d'informations confidentielles à de tierces personnes. Il est également utile de rappeler que l'article 225-1 du Code Pénal mentionne bien l'identité de genre, reconnue par la loi, comme susceptible d'entraîner des discriminations, contre lesquelles il convient de protéger les individus.

- 
- Section 2 bis du chapitre II du titre 1er du livre III du Code de Procédure Civile (modifié par le décret n°2017-450 du 29 mars 2017) :
    - Article 1055-5 :

« La demande en modification de la mention du sexe et, le cas échéant, des prénoms, dans les actes de l'état civil, est portée devant le tribunal de grande instance dans le ressort duquel soit la personne intéressée demeure, soit son acte de naissance a été dressé ou transcrit.

Dans le second cas mentionné à l'alinéa précédent, sont toutefois seuls compétents :  
–la juridiction du lieu d'établissement du service central d'état civil du ministère des affaires étrangères, pour les actes détenus par ce service ;  
–le tribunal de grande instance de Paris, pour les pièces tenant lieu d'acte d'état civil à un réfugié, un apatride ou un bénéficiaire de la protection subsidiaire. »
    - Article 1055-6 :

« La demande en modification de la mention du sexe dans les actes de l'état civil et, le cas échéant, des prénoms, relève de la matière gracieuse. Les voies de recours sont ouvertes au ministère public. »

- Article 1055-7 :

« La demande est formée par requête remise ou adressée au greffe. Le cas échéant, la requête précise si la demande tend également à un changement de prénoms. Le ministère d'avocat n'est pas obligatoire. »

- Article 1055-8 :

« L'affaire est instruite et débattue en chambre du conseil, après avis du ministère public. Les décisions sont rendues hors la présence du public. »

- Article 56 de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 dite de modernisation de la justice du XXIème siècle :

- Article 61-5 :

« Toute personne majeure ou mineure émancipée qui démontre par une réunion suffisante de faits que la mention relative à son sexe dans les actes de l'état civil ne correspond pas à celui dans lequel elle se présente et dans lequel elle est connue peut en obtenir la modification. Les principaux de ces faits, dont la preuve peut être rapportée par tous moyens, peuvent être :

- 1) Qu'elle se présente publiquement comme appartenant au sexe revendiqué ;
- 2) Qu'elle est connue sous le sexe revendiqué de son entourage familial, amical ou professionnel ;
- 3) Qu'elle a obtenu le changement de son prénom afin qu'il corresponde au sexe revendiqué. »

- Article 61-6 :

« La demande est présentée devant le Tribunal de Grande Instance.

Le demandeur fait état de son consentement libre et éclairé à la modification de la mention relative à son sexe dans les actes de l'état civil et produit tous les éléments de preuve au soutien de sa demande.

Le fait de ne pas avoir subi des traitements médicaux, une opération chirurgicale ou une stérilisation ne peut motiver le refus de faire droit à la demande.

Le tribunal constate que le demandeur satisfait aux conditions fixées à l'article 61-5 et ordonne la modification de la mention relative au sexe ainsi que, le cas échéant, des prénoms, dans les actes de l'état civil. »

- Article 61-7 :

« La mention de la décision de modification du sexe et, le cas échéant, des prénoms est portée en marge de l'acte de naissance de l'intéressé, à la requête du procureur de la République, dans les quinze jours suivant la date à laquelle cette décision est passée en force de chose jugée.

Par dérogation à l'article 61-4, les modifications de prénoms corrélatives à une décision de modification de sexe ne sont portées en marge des actes de l'état civil des conjoints et enfants qu'avec le consentement des intéressés ou de leurs représentants légaux.

Les articles 100 et 101 sont applicables aux modifications de sexe. »

- Article 61-8 :  
« La modification de la mention du sexe dans les actes de l'état civil est sans effet sur les obligations contractées à l'égard de tiers ni sur les filiations établies avant cette modification. »
  
- Article 2 de la Décision n° 2016-739 DC du Conseil Constitutionnel du 17 novembre 2016 portant sur la loi de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle :  
« Sont conformes à la Constitution les dispositions suivantes de la même loi : [...]
  - Les articles [...] et 56 [...] »
  
- Décision n°2018-122 du Défenseur des droits du 12 avril 2018 :  
« Le Défenseur des droits,  
Vu l'article 71-1 de la Constitution du 4 octobre 1958 ;  
Vu la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits ;  
Vu le décret n° 2011-904 du 29 juillet 2011 relatif à la procédure applicable devant le Défenseur des droits ;  
Vu la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle, notamment son article 56 ;  
Vu le code civil, notamment ses articles 61-5 et 61-6 ;  
Vu le décret n°2017-450 du 29 mars 2017 relatif aux procédures de changement de prénom et de la mention relative au sexe à l'état civil ;  
Vu la circulaire du ministère de la Justice du 10 mai 2017 de présentation des dispositions de l'article 56 de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 concernant les procédures judiciaires de changement de prénom et de modification de la mention du sexe à l'état civil (NOR : JUSC1709389C) ;  
Saisi par X. concernant les mentions portées sur la liste de pièces à produire au greffe civil des affaires familiales du tribunal de grande instance de A., en vue de l'introduction d'une requête visant à modifier la mention relative au sexe à l'état civil. Décide de prendre acte du dispositif mis en place par le tribunal de grande instance de A. modifiant la notice de pièces jointe aux dossiers de demande de modification de la mention relative au sexe à l'état civil et rendant facultatives les pièces médicales. Décide de recommander au ministre de Justice de veiller à ce que les demandeurs soient informés du caractère facultatif de la communication de pièces médicales à leur dossier, et que des instructions soient adressées dans ce sens. Demande au ministre de la Justice de rendre compte des suites données à ses recommandations dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision. »
  
- Condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'Homme le 6 avril 2017 :  
« Le rejet de la demande [...] tendant à la modification de leur état civil au motif qu'ils n'avaient pas établi le caractère irréversible de la transformation de leur apparence, c'est-à-dire démontré avoir subi une opération stérilisante ou un traitement médical entraînant une très forte probabilité de stérilité, s'analyse en un manquement par l'État défendeur à son obligation positive de garantir le droit de ces derniers au respect de leur vie privée. Il y a donc, de ce chef, violation de l'article 8 de la Convention à leur égard. »

- Article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales :  
 « Droit au respect de la vie privée et familiale :  
 1) Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.  
 2) Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »
  
- Jugement du 2 juin 2017, chambre civile du Tribunal de Grande Instance de Saint-Pierre :  
 « [...] M. N..., X... R... déclare vouloir effectuer au changement de sexe d'origine tel qu'inscrit sur son acte de naissance. Au soutien de sa demande M. N..., X... R... indique avoir développé depuis sa petite enfance, le sentiment d'avoir une identité non conforme à son sexe de naissance. Aux termes des articles 1055-5 et suivants du décret n°2017-450 du 29 mars 2017 la requête de M. N..., X... R... est recevable. En l'espèce il convient d'accueillir sa demande. »
  
- Jugement du 9 octobre 2017 de la 1<sup>ère</sup> Chambre A du tribunal de grande instance d'Evry :  
 « [...] Le tribunal constate que le demandeur satisfait aux conditions fixées à l'article 61-5 et ordonne la modification de la mention relative au sexe ainsi que, le cas échéant, des prénoms, dans les actes de l'état civil. Au soutien de ses prétentions, le requérant produit notamment une copie intégrale de son acte de naissance, une lettre signée de sa main confirmant ses demandes, une copie de sa carte d'identité, une attestation d'hébergement de sa concubine, des attestations de sa concubine, de son employeur, de ses amis, de sa grand-mère, de ses parents et de ses sœurs qui indiquent que le requérant est connu sous une identité masculine. A l'audience, le requérant s'est présenté sous des traits masculins notamment avec un bouc. Ces éléments établissent que le requérant est inscrit depuis plusieurs années dans une démarche de transformation de son apparence physique et que la mention relative à son sexe dans les actes de l'état civil ne correspond pas à celui dans lequel il se présente et dans lequel il est connu. Par conséquent, il sera fait droit à sa demande de modification de la mention du sexe et de son prénom dans son acte de naissance. »
  
- Jugement du 24 janvier 2018 de la Chambre du Conseil du Tribunal de Grande Instance de Paris :  
 « [...] En l'espèce, la partie demanderesse justifie par les pièces produites qu'elle est reconnue en tant que femme tant dans son entourage familial, ainsi que l'atteste sa partenaire de PACS, que son environnement amical, ainsi qu'il résulte de l'attestation de M. X, qui indique la connaître depuis 8 ans sous son identité féminine. »
  
- Article 9 du Code Civil :  
 « Chacun a droit au respect de sa vie privée.

Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée : ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé. »

- Article 225-1 du Code Pénal :

« Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques sur le fondement de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de leur situation économique, apparente ou connue de son auteur, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur perte d'autonomie, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée.

Constitue également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes morales sur le fondement de l'origine, du sexe, de la situation de famille, de la grossesse, de l'apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de la situation économique, apparente ou connue de son auteur, du patronyme, du lieu de résidence, de l'état de santé, de la perte d'autonomie, du handicap, des caractéristiques génétiques, des mœurs, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, de l'âge, des opinions politiques, des activités syndicales, de la capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée des membres ou de certains membres de ces personnes morales. »

- Arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier du 15 mars 2017 :

« [...] En application de ces nouveaux textes, pour justifier une demande de rectification de la mention du sexe figurant dans son acte de naissance, la personne ne doit plus établir, au regard de ce qui est communément admis par la communauté scientifique, la réalité du syndrome transsexuel dont elle est atteinte ainsi que le caractère irréversible de la transformation de son apparence, mais démontrer, par une réunion suffisante de faits dont la preuve peut être rapportée par tous moyens, qu'elle se présente publiquement comme appartenant au sexe revendiqué, qu'elle est connue sous le sexe revendiqué de son entourage familial, amical ou professionnel et/ ou qu'elle a obtenu le changement de son prénom afin qu'il corresponde au sexe revendiqué. L'emploi, par le législateur, des termes « Les principaux de ces faits... peuvent être », permet de considérer que l'énumération de ces faits et circonstances n'est ni exhaustive, ni cumulative. [...] »

- J-J. URVOAS, séance plénière du 19 mai 2016 à propos du projet de loi de modernisation de la justice du XXIème siècle :

« La réunion d'une série de faits énumérés à titre indicatif permet selon la méthode du faisceau d'indices »

- P. CROZON, commission des lois du mercredi 29 juin 2016 à propos du projet de loi de



modernisation de la justice du XXIème siècle :

« Ces faits ne sont pas cumulatifs »

- S. CORONADO, séance plénière du 12 juillet 2016 à l'Assemblée Nationale :  
« Les éléments de preuve pouvant être apportés par tous moyens par la personne, et énumérés dans le même article, ne peuvent être cumulatifs ».
- Circulaire du 10 mai 2017 pour le changement de la mention du sexe et des prénoms à l'état civil :  
« [...] L'exigence de production de documents en relation avec des comportements sociaux et/ou l'expérience de vie dans le sexe revendiqué ne doit toutefois pas conduire à considérer que c'est la société qui détermine le sexe du demandeur. En effet, c'est bien la volonté de la personne de se présenter, en société, comme appartenant au sexe intimement vécu qui peut permettre la mise en concordance du sexe revendiqué avec celui inscrit à l'état civil. La Cour européenne des droits de l'homme a d'ailleurs interdit aux États de « mettre en cause la liberté pour le requérant de définir son appartenance sexuelle, liberté qui s'analyse comme l'un des éléments les plus essentiels de son droit à l'autodétermination » (CEDH YY c. Turquie, 10 mars 2015, n° 14793/08). A cet égard, le Défenseur des droits souligne, dans son avis MLD-MSP-2016-164 du 24 juin 2016, que l'évaluation du comportement ne peut pas conduire à entériner des stéréotypes de genre et/ou de refuser des demandes « au motif que la personne ne serait pas suffisamment « femme » ou « homme » sur la base de perceptions relevant de l'ordre des préjugés. [...] Les conditions de fond prévues pour la mise en œuvre de la nouvelle procédure de modification du sexe à l'état civil, prévue aux articles 61-5 et suivants du code civil, s'appliquent aux instances engagées avant le 20 novembre 2017, instances qui se poursuivent toutefois selon les règles prévues par les articles 1047 et suivants du code de procédure civile. »
- Article 538 du Code de Procédure Civile :  
« Le délai de recours par une voie ordinaire est d'un mois en matière contentieuse ; il est de quinze jours en matière gracieuse. »

---

Par ces motifs, [Nom] requiert qu'il plaise au Tribunal de Grande Instance de [Ville] au nom des lois susvisées d'ordonner que son acte de naissance soit modifié en ce sens que la mention de sexe « féminin » soit remplacée par la mention de sexe « masculin » ; d'ordonner que la mention des prénoms [Ancien prénom 2] et [Ancien prénom 3] soit remplacée par la mention des prénoms respectifs [Nouveau prénom 2] et [Nouveau prénom 3] ; d'ordonner qu'aucune expédition des actes d'état civil ne soit délivrée sans la mention modifications susvisées ; d'ordonner que son livret de famille soit rectifié en conséquence ; de rappeler que, comme le stipule l'article 61-7 du Code Civil, la mention de modification de sexe et des prénoms est portée en marge de l'acte de naissance du requérant dans les quinze jours suivant la date à laquelle cette décision est passée en force de chose jugée.

**Liste des pièces communiquées :**

- Dossier de la requête
- Carte nationale d'identité du requérant
- Copie intégrale de l'acte de naissance du requérant
- Consentement libre et éclairé du requérant
- Justificatif de domicile du requérant
- Attestation de [Nom de ma sœur] et photocopie de sa pièce d'identité
- Attestation de [Nom de mon oncle] et photocopie de sa pièce d'identité
- Attestation de [Nom de ma tante] et photocopie de sa pièce d'identité
- Attestation de [Nom d'une de mes cousines] et photocopie de sa pièce d'identité
- Attestation de [Nom d'une autre de mes cousines] et photocopie de sa pièce d'identité
- Attestation de [Nom de mon grand-oncle] et photocopie de sa pièce d'identité
- Attestation de [Nom de mon grand-père] et photocopie de sa pièce d'identité
- Attestation de [Nom du petit-ami de ma sœur] et photocopie de sa pièce d'identité
- Attestation de [Nom d'un ami] et photocopie de sa pièce d'identité
- Attestation de [Nom d'un camarade du forum] et photocopie de son passeport
- Attestation de [Nom d'un camarade du forum] et photocopie de sa pièce d'identité
- Photographie d'un mot écrit dans le journal du requérant par sa mère, [Nom de ma mère], comportant la mention « mon fils »
- Photographie d'un tableau comportant l'inscription « Big Brother » offert par [Nom de ma sœur] au requérant
- Photographie d'une lettre envoyée par [Organisme] à Monsieur [Nom]
- Photographie d'un colis reçu au nom de Monsieur [Nom]
- Photocopie d'un autre colis reçu au nom de Monsieur [Nom]
- Photocopie d'un mot écrit à l'attention de ses petits-enfants par [Nom de mon grand-père]
- Capture d'écran d'un mail envoyé par [Banque]
- Capture d'écran d'un mail envoyé par [Organisme]
- Capture d'écran d'un mail envoyé par [Organisme]
- Attestation du Dr [Nom], psychiatre à [Ville] (Pièce non-obligatoire)